

Décision du Conseil de la concurrence  
N° 147/D/2022 du 26 rabii II 1444 (21 novembre 2022)

**portant sur la prise de contrôle exclusif indirect par la société  
« Compagnie Plastic Omnium SE » de la société « HBPO  
Beteiligungsgesellschaft GmbH » à travers l'acquisition de 33,33% du  
capital social et des droits de vote associés**

Le Conseil de la concurrence,

Vu la loi n° 104-12 relative à la liberté des prix et de la concurrence promulguée par le Dahir n° 1-14-116 du 2 ramadan 1435 (30 juin 2014) ;

Vu la loi n° 20-13 relative au Conseil de la concurrence promulguée par le Dahir n° 1-14-117 du 2 ramadan 1435 (30 juin 2014) ;

Vu le décret n° 2-14-652 du 8 safar 1436 (1<sup>er</sup> décembre 2014) pris pour l'application de la loi n° 104-12 sur la liberté des prix et de la concurrence ;

Vu le décret n° 2-15-109 du 16 chaabane 1436 (4 juin 2015) pris pour l'application de la loi n° 20-13 relative au Conseil de la concurrence ;

Considérant la réunion de la Commission Permanente du Conseil de la concurrence, tenue le 26 rabii II 1444 (21 novembre 2022), conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi n° 20-13 relatif au Conseil de la concurrence ;

Après constatation du quorum par le Président du Conseil de la concurrence, tel que prévu par l'article 31 du Règlement Intérieur du Conseil ;

Considérant le dossier de notification de l'opération de concentration économique, enregistré auprès du Secrétariat Général du Conseil de la concurrence sous le numéro 0137/O.C.E/2022 en date du 03 rabii I 1444 (30 septembre 2022), portant sur la prise de contrôle exclusif indirect par la société « Compagnie Plastic Omnium SE » de la société « HBPO Beteiligungsgesellschaft GmbH » à travers l'acquisition de 33,33% du capital social et des droits de vote associés ;

Considérant la décision du Rapporteur Général, Monsieur Khalid ELBOUAYACHI, numéro 146 en date du 07 rabii I 1444 (04 octobre 2022), portant désignation de Monsieur Mohammed Adnane OUZZINE en tant que rapporteur chargé de l'instruction du dossier, conformément aux dispositions de l'article 27 de la loi n° 104-12 relative à la liberté des prix et de la concurrence ;

Après la publication du communiqué du Conseil de la concurrence relatif au projet de concentration économique à travers un des journaux nationaux et sur le site web du Conseil en date du 11 rabii I 1444 (08 octobre 2022), accordant aux tiers un délai de dix (10) jours pour faire connaître leurs observations sur la présente opération ;

Attendu que les opérateurs et les intervenants sur le marché le concerné, n'ont émis aucune remarque quant à la présente opération ;

Après transmission d'une copie du dossier de notification à l'autorité gouvernementale chargée de la concurrence en date du 20 rabii I 1444 (17 octobre 2022) ;

Après la complétude du dossier de notification déclarée en date du 22 rabii II 1444 (17 octobre 2022) ;

Après présentation du rapport du dossier de la présente opération, les conclusions et les recommandations en découlant, par le Rapporteur Général et le rapporteur chargé du dossier, lors de la réunion de la Commission Permanente du Conseil, tenue le 26 rabii II 1444 (21 novembre 2022) ;

Attendu que les dispositions de l'article 13 de la loi n° 104-12, disposent que l'opération de concentration à réaliser a fait l'objet d'un contrat entre les parties en date du 28 juillet 2022 stipulant l'acquisition par la société « Compagnie Plastic Omnium SE », du contrôle exclusif indirect de la société « HBPO Beteiligungsgesellschaft GmbH » à travers l'acquisition de 33,33% de son capital social et des droits de vote y afférents, appartenant à la société « Hella GmbH & Co. KGaA » ;

Attendu que le contrôle de l'opération de concentration économique par le Conseil de la concurrence nécessite la vérification des conditions prévues par les articles 11 et 12 de la loi n° 104-12 préalablement à l'instruction ;

Attendu que l'article 11 définit les opérations de concentration économique soumises à l'obligation de notification au Conseil de la concurrence pour instruction et autorisation, et que l'article 12 définit les seuils de chiffre d'affaires national ou international qui devraient dépasser les seuils fixés par l'article 8 du décret n° 2-14-652, ou lorsque les entreprises qui sont parties à l'acte ont réalisé ensemble, durant l'année civile précédente, plus de 40% des ventes, achats ou autres transactions sur un marché national de biens, produits ou services de même nature ou substituables, ou sur une partie substantielle de celui-ci ;

Attendu que la présente opération porte sur la prise de contrôle exclusif indirect par la société « Compagnie Plastic Omnium SE » de la société « HBPO Beteiligungsgesellschaft GmbH » à travers l'acquisition de 33,33% du capital social et des droits de vote associés. Par conséquent, elle constitue une opération de concentration au sens de l'article 11 de la loi n° 104-12, qui définit les concentrations économiques soumises à déclaration au Conseil de la concurrence ;

Attendu que la présente opération est soumise à l'obligation de notification, puisqu'elle remplit deux des conditions prévues par l'article 12 de la loi n° 104-12 susmentionnée, consistant en le dépassement du chiffre d'affaires total réalisé par l'ensemble des parties sur le marché international et national, du seuil fixé en vertu de l'article 8 du décret n° 2-14-652 ;

Attendu que les parties concernées par la présente opération sont :

- **L'acquéreur « Compagnie Plastic Omnium SE »** : société de droit français, opérant au niveau mondial en tant que fournisseur automobile, et active sur le marché du développement, de la fabrication et de la fourniture de composants et de systèmes pour véhicules légers ;
- **La cible « HBPO Beteiligungsgesellschaft GmbH »** : société de droit allemand opérant au niveau mondial en tant que fournisseur automobile, et active sur le marché du développement et de l'assemblage des modules frontaux pour véhicules légers ;

Attendu qu'il ressort du dossier de notification et des déclarations des parties notifiantes que le projet de l'opération s'inscrit dans le cadre de la stratégie de diversification qui permettra à l'acquéreur de diversifier ses produits et de développer son offre sur le marché, ainsi que d'accroître la valeur ajoutée et de renforcer sa présence sur le marché des véhicules électriques ;

Attendu que dans le cadre de l'analyse concurrentielle, effectuée par les services de l'instruction du Conseil de la concurrence, et sur la base des documents fournis et les déclarations de la partie notifiante, ont été délimités les marchés concernés en termes de produit ou service et de portée géographique de l'opération, conformément aux dispositions de l'alinéa 3 de l'annexe du dossier de notification relatif à l'opération de concentration, tel que prévu par le décret n° 2-14-652 susmentionné, celui-ci définissant le marché concerné comme un marché pertinent, délimité en termes de produits et en termes géographique, sur lequel l'opération notifiée a une incidence directe ou indirecte ;

Attendu qu'il ressort des éléments du dossier que le marché de référence concerné par la présente opération est celui du développement, de l'assemblage et de la fourniture de modules frontaux, destinés aux véhicules légers ;

Attendu qu'en termes de délimitation géographique, et compte tenu du fait que l'assemblage des modules frontaux pour les véhicules légers n'est pas réalisé ni commercialisé au niveau du marché national, les unités de production de véhicules au Maroc peuvent s'approvisionner en produits précités de l'étranger. Par conséquent, le marché concerné par l'opération a une dimension mondiale ;

Attendu qu'il ressort de l'analyse concurrentielle des effets horizontaux de l'opération, par rapport aux marchés susmentionnés, que l'opération n'entraînera pas de chevauchement des activités de ses parties. Par conséquent, elle n'entraînera pas de cumul de parts de marché après son achèvement et les usines automobiles au Maroc disposent d'un pouvoir de négociation parallèle important ;

Attendu qu'il ressort de l'analyse économique et concurrentielle que la présente opération n'aura pas d'effet négatif vertical, horizontal ou congloméral sur la concurrence sur le marché du développement et de l'assemblage des modules frontaux pour véhicules légers, en raison de l'absence de la société cible au Maroc ;

Au vu de ce qui précède et sur la base des documents et données fournis par les parties notifiantes, l'instruction a conclu que la présente opération n'aura pas d'effet vertical, horizontal ou congloméral sur la concurrence sur le marché du développement et de l'assemblage des modules frontaux pour véhicules légers ou sur une partie substantielle de celui-ci ;

### **A adopté la décision suivante :**

**Article 1 :** Le dossier de notification de l'opération de concentration économique, enregistré auprès du Secrétariat Général du Conseil de la concurrence sous le numéro 0137/O.C.E/2021 en date du 3 rabii I 1444 (30 septembre 2022), remplit toutes les conditions juridiques.

**Article 2 :** le Conseil de la concurrence autorise l'opération de concentration économique portant sur la prise de contrôle exclusif indirect par la société « Compagnie Plastic Omnium SE » de la société « HBPO Beteiligungsgesellschaft GmbH » à travers l'acquisition de 33,33% du capital social et des droits de vote associés.

Cette décision a été délibérée lors de la réunion de la Commission Permanente du Conseil de la concurrence, tenue le 26 rabii II 1444 (21 novembre 2022), en application des dispositions de l'article 14 de la loi n° 20-13 relative au Conseil de la concurrence, en présence de Monsieur Ahmed RAHHOU, en sa qualité de Président de la Session, et de Madame Jihane BENYOUSSEF, Monsieur Abdelghani ASNAINA, Monsieur Abdellatif EL M'KADDEM, Monsieur Hassan ABOUABDELMAJID, en leur qualité de Membres.

Les signatures :

Monsieur Ahmed RAHHOU.

Madame Jihane BENYOUSSEF.

Monsieur Abdelghani ASNAINA,

Monsieur Abdellatif EL M'KADDEM.

Monsieur Hassan ABOUABDELMAJID.